

# MICHAËL, REYNALD, JEAN-FRANÇOIS, HASSAN ET LES AUTRES : CONDAMNÉS POUR L'EXEMPLE!

Ils étaient, comme des centaines d'autres, dans la salle où le directeur et le DRH de l'usine Goodyear d'Amiens ont été retenus pendant trente heures, en janvier 2014. Mais eux, presque tous militants de la CGT, ont écopé de prison ferme. La vraie violence, celle exercée par un groupe qui a jeté ses salariés et laissé crever son usine, reste impunie. Témoignages de quatre des huit condamnés, recueillis devant une usine en plein démantèlement. Reportage.



L'usine d'Amiens, plus important site de Goodyear en France, fermée depuis deux ans. Malgré un projet de relance en SCOP porté par les salariés.



GUYETER TOUJOURN / DIVERGENCE

Ah! qu'ils ont l'air menaçants, les dangereux geôliers! Reynald Jurek (29 ans à l'usine d'Amiens, Hassan Boukri (condamné pour un « mauvais regard »), Frank Jurek, Richard Jouhannet (secrétaire du SCHS) et Jean-François Quandalle. Tous condamnés (sauf Frank) et, bien sûr, tous syndiqués!

« **L**e plus dur, ce n'est pas pour moi, c'est pour ma femme, mes enfants, l'image que tu laisses... » « Mes amis, ma famille me connaissent, savent de quoi je suis capable. Mais imagine le gamin à qui on dit à la récréation : "Ferme-la, ton père est en prison!" » Michaël Mallet et Reynald Jurek ont travaillé pendant 17 et 29 ans à l'usine Goodyear

**JEAN-PIERRE MERCIER,**  
DÉLÉGUÉ CENTRAL  
CGT PSA

« Des ouvriers qui défendent leurs emplois ne méritent certainement pas cela! Les patrons, eux, peut-être, pour avoir fermé l'usine. Et ce gouvernement, est-il poursuivi pour avoir fait des promesses non tenues, celle de faire baisser le chômage en premier lieu? »

d'Amiens. Ils sont de ces huit ouvriers condamnés, le 12 janvier, à quinze mois de prison, dont neuf ferme, pour avoir participé à ce que la justice qualifie de « séquestration » du directeur et du DRH de l'usine, il y a deux ans. À leurs côtés, Jean-François Quandalle et Hassan Boukri, que le tribunal a punis de la même façon. Ils nous reçoivent dans le bungalow de la CGT, installé sur le parking de l'usine, où ils militent tous les quatre. « Je pensais qu'il y avait une justice en France, confie Hassan. Tout ce qu'on m'a reproché, c'est soi-disant un regard menaçant... » « Ce n'est pas une décision de justice mais une décision politique, assure Reynald. Il faut qu'on fasse fermer leur gueule à ceux qui se battent. Ils veulent instituer un contrat précaire (1), retirer mille articles du Code du travail... » Heureusement, il y a aussi les communiqués de soutien qui se multiplient, « l'Appel des

**GHISLAINE TORMOS,**  
MILITANTE CGT PSA  
POISSY, EX-GRÉVISTE  
DE PSA AULNAY

« Quand les patrons licencient, c'est du business. Quand des travailleurs défendent leur gagne-pain, leurs emplois, c'est des violents... Une condamnation aussi lourde, c'est la première fois! Le gouvernement veut museler toute contestation, mettre une chape de plomb sur le monde ouvrier. »

Goodyear », qui a explosé la barre des cent mille signatures (lire ci-contre), et les témoignages au quotidien. « Hier, je suis allé au supermarché près de chez moi, raconte ainsi Reynald. Je bois un diabolo au bar de la galerie marchande et le serveur me dit : "Les gens ne parlent que de ça!" » )))

**NOUS SOMMES TOUS DES GOODYEAR!**

Une pétition adressée à François Hollande, pour soutenir les huit condamnés et imposer l'arrêt des poursuites contre eux, a été lancée sur le site [change.org](http://change.org) par la CGT de Goodyear Amiens-Nord. Elle appelle l'ensemble des salariés, militants ou non, les syndicats d'entreprises, unions locales, départementales, régionales, fédérations, à se rassembler pour faire ensemble la démonstration de leur force. Le 19 janvier, la pétition avait déjà récolté 113 000 signatures. Pour signer « L'appel des Goodyear » : [www.change.org/p/francois-hollande-l-appel-des-goodyear](http://www.change.org/p/francois-hollande-l-appel-des-goodyear)



Chargés des machines révisées, des camions sortent de l'usine démantelée en direction de l'Est. Le patron de Titan, qui a renoncé à reprendre le site pour « faire de l'argent » en Russie, nargue encore les salariés...

OLIVIER TOUJON / DIVERGENCE

**ÉDOUARD MARTIN,**  
EX-DÉLÉGUÉ CFDT  
D'ARCELORMITTAL  
FLORANGE, DÉPUTÉ  
EUROPÉEN PS

« Cette peine est complètement disproportionnée. Le gouvernement veut un débat sur les symboles de la République. Si on parle de symboles, la peine contre les Goodyear en est un : celui d'une justice à deux vitesses ! Il est inconcevable de mettre derrière les barreaux ceux qui défendent les emplois, donc l'intérêt général. C'est nourrir le terreau du Front national. Les Goodyear méritent-ils d'aller en prison et Cahuzac mérite-t-il de rester en liberté ? En tant que citoyen, je me sens agressé par cette décision, et pleinement solidaire des Goodyear. »

**DES MACHINES BIENTÔT REMONTÉES EN RUSSIE ?**

« Ça fout le cafard... » Charles Tientcheu regarde, de l'autre côté du grillage, la presse sur laquelle il a travaillé pendant des années, posée sur une remorque, prête à être embarquée. D'ici quelques semaines, il ne restera plus rien de l'outil de travail de l'usine Goodyear d'Amiens, qui a employé jusqu'à 1 500 personnes. Chaque machine est déboulonnée, soigneusement emballée et chargée par des ouvriers de la société polonaise Kabat. Aucun échange possible avec eux : « Dès qu'ils nous voient arriver, ils s'arrêtent », explique Hassan Boukri. Plusieurs camions immatriculés en Pologne attendent leur tour sur le parking. Destination ? « On peut mettre notre main à couper que ça ira dans la nouvelle usine Titan en Russie, à Volgograd », parie Richard Jouhannet, secrétaire du CHSCT. Titan, le fabricant américain de pneus qui avait un soi-disant projet de rachat. Son PDG, Maurice Taylor, avait, dans une lettre à Arnaud Montebourg, insulté les syndicats et les ouvriers français, qui, selon lui, « ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures ». Aujourd'hui, le démontage de l'usine d'Amiens est méticuleux : « Ils prennent les rambardes des escaliers, des bouts de plaques de 50 cm, une petite échelle... On dirait qu'ils vont reconstruire à l'identique ; tout est marqué à la peinture », détaille Michaël Mallet. L.F.

**ALI KAYA,**  
DÉLÉGUÉ CGT RENAULT  
FLINS

« Ceux qui brisent des vies et poussent certains au suicide ne sont pas inquiétés. C'est ceux qui défendent les emplois qu'on condamne. Le gouvernement veut envoyer un message : demain, vous vivrez dans une société constituée de gens jetables, de chômeurs et de précaires qui doivent accepter et se taire. Eh bien, cette société, nous n'en voulons pas ! On va se battre, quitte à aller en prison. On n'abandonnera pas nos copains. Ce gouvernement nous déclare la guerre, on va se préparer à la faire. »

**» LES VŒUX DE 2014**

« En faisant appel, notre but n'est pas de minimiser les neuf mois ferme, mais d'obtenir la relaxe », insiste Reynald. Car ces quatre-là n'ont pas vécu la même histoire que celle racontée par le tribunal d'Amiens. « Ça commence début janvier 2014, après trois semaines de vacances forcées, se souvient Reynald. Comme tous les ans, on va présenter nos vœux à notre direction, dans son bureau. » La production de l'usine a dégringolé et les salariés ne savent toujours pas ce qu'ils vont devenir. L'américain Titan est encore en embuscade, tandis que la CGT défend un projet de reprise en coopérative. « Ça faisait sept semaines qu'on bloquait le dépôt », rappelle Mi-

chaël. Le « climat anxigène et pathogène » n'était donc une surprise pour personne, note Reynald, reprenant une formule de l'inspection du travail. Les élus CGT repartent du bureau de la direction avec une invitation pour le lundi suivant et la promesse d'obtenir des informations. Ils en font part aux salariés, à qui ils annoncent qu'ils leur rendront compte de l'entrevue dans la foulée. Le jour dit, personne au bureau. Le directeur et le DRH sont déjà dans la salle où l'équipe du matin – environ 150 personnes – est réunie. On leur balance alors que « les négociations ont déjà eu lieu et qu'il n'y aura pas d'amélioration, raconte Jean-François. La CFE-CGC avait déjà négocié pour

les cadres. Les gars répondent : « Vous ne sortirez pas, tant que vous ne viendrez pas à la table de négociations ! » Et nous (la CGT – NDLR), on essaie de gérer ». Pendant trente heures, des centaines de salariés se relaient dans la salle, en fonction des heures de poste. Les journalistes arrivent en nombre, tandis que « deux flics des RG (renseignements généraux) étaient présents en permanence. Ils ont vu ce qui s'est passé », se souvient Michaël. L'un d'eux a assisté au rendu du jugement : « Il n'en revenait pas, il a dit que c'était aberrant », assure Jean-François.

**CADRES « ABANDONNÉS »  
PAR LA DIRECTION**

Évelyne Becker, elle aussi ancienne de Goodyear, pousse la porte du bungalow pour saluer ses camarades de la CGT et prend part à la conversation. Elle se souvient que les deux cadres séquestrés « ont été laissés à l'abandon » par le groupe Goodyear : « Personne ne les a appelés. » L'épisode débouchera néanmoins sur un « accord de fin de conflit » prévoyant l'augmentation de l'indemnité supralégale de licenciement, le renforcement du congé de reconversion et l'arrêt de

toutes les poursuites. « Ça n'a pas été facile mais Mickaël Wamen (responsable de la CGT Goodyear Amiens, lui aussi condamné – NDLR) a organisé une assemblée générale et l'usine était évacuée à 14 heures, sans heurts », poursuit Évelyne. « En deux heures, tous les bureaux et les toilettes ont été remis en ordre. La direction nous a même donné du papier toilette », sourit Reynald. « Les lances à incendie ont été mises à notre disposition pour nettoyer », précise Franck Jurek, le frère de Reynald. Mais, quelques jours plus tard, dix salariés sont convoqués par la police d'Amiens. Ils ont droit au grand jeu, avec quinze heures de garde à vue: « Les trois mots qui revenaient tout le temps étaient "organisation, préméditation, séquestration" », retient Reynald. « On nous posait beaucoup de questions sur Mickaël Wamen. Ils voulaient qu'on le charge », dénonce Jean-François. À l'audience, le 24 novembre dernier, le procès à sens unique continue. Preuve des failles de l'enquête: à la barre, on confond les frères Jurek. Reynald se voit attribuer des propos tenus par Frank, qui n'a pas été poursuivi.

**XAVIER MATHIEU,**  
EX-CGT CONTINENTAL  
CLAIROIX

« La peau des Goodyear, c'est un cadeau au MEDEF. Ceux qui s'offusquent de chemises déchirées à Air France ou de cette soi-disant "séquestration" de dirigeants de Goodyear s'offusquent-ils quand des gens se suicident parce qu'ils ont tout perdu à cause des patrons? Ce gouvernement cherche à faire taire toute rébellion. L'état d'urgence, c'est ça, tout est lié. »

élus du personnel. « Quelqu'un a tapé sur la table; un autre a pincé l'oreille (d'un des deux cadres). La violence, c'est ça! » s'étrangle Jean-François. La vraie violence, plus insidieuse, n'a jamais été prise en compte. Celle qui consiste à obliger pendant des mois des salariés à prendre leurs postes sans leur confier de travail, ou si peu. Les portes des douches sont alors démontées et transformées en

tables pour jouer aux cartes... Un dortoir est même bricolé. « On a surtout vu que le gros fléau, c'est l'alcool », témoigne Michaël. Malgré la situation, « des gens étaient menacés pour cinq minutes de retard. Ils ont détruit mentalement des centaines de personnes », s'indigne Reynald. Des centaines de plaintes ont d'ailleurs été déposées contre Goodyear, pour « harcèlement » et « mise en danger ». « Le procureur a tout jeté à la poubelle », peste Jean-François, par ailleurs membre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Depuis la fermeture officielle de l'usine, le 22 janvier 2014, on compte douze décès, dont trois suicides, sur un peu plus de 1 100 salariés. Des dépressions aussi, des divorces, des maisons vendues dans l'urgence, sans compter les cancers, qui continueront sûrement de se déclarer à cause des solvants et des fumées. Avant, « le boulot était dur mais il y avait une putain d'ambiance dans cette usine! » se remémore Reynald. Pas question d'oublier les accidents du travail, notamment dus au manque d'in-

**LAURENT PINATEL,**  
PORTE-PAROLE DE  
LA CONFÉDÉRATION  
PAYSANNE, CONDAMNÉ  
DANS LE CADRE DE LA  
LUTTE CONTRE LA FERME  
DES « 1 000 VACHES »

« La justice cherche à nier aux travailleurs le droit de se défendre. Ces politiques disant que la violence est inacceptable, voient-ils la violence que nous subissons quotidiennement? Nous soutenons sans réserve les travailleurs de Goodyear. Ce qu'ils ont fait, c'était leur seul moyen d'être entendu. Quand on a en face de soi un mur, quand on se heurte au mépris des pouvoirs politique et économique, la colère monte. »

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL JOUARY

vestissement, mais « dans la période où ça tournait, tu venais travailler avec le sourire, confirme Michaël. Les trois dernières années sont vraiment à zapper... »

LUDOVIC FINEZ

La salle de réunion où les cadres de l'usine (au centre) ont été retenus par des centaines de salariés, qui se sont relayés durant 30 heures pour obtenir les négociations que leur faisait miroiter la direction depuis des semaines.

**PLAINTES RETIRÉES**

Bien que les deux dirigeants aient retiré leur plainte, c'est « uniquement sur leurs déclarations », estime Reynald, qu'ont été condamnés les huit Goodyear, dont six militants CGT, parmi lesquels cinq

**DAVID WEHRLI,**  
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL  
DE SUD RAIL

« Une peine de prison pour avoir exercé son devoir syndical! Les Goodyear, on est derrière eux, pour qu'ils soient relaxés. Les patrons tiennent les travailleurs par la peur. L'objectif, c'est de casser les collectifs, dans le privé comme dans le public, pour le rendement. La répression antisyndicale s'étend partout, avec une agressivité inédite. Il faut que tous les salariés soient solidaires. Et comprennent que c'est eux qui ont le pouvoir. »

AP PHOTO/MICHEL EULER

